Une sortie de violence occultée : la Bulgarie de juin 1876 à avril 1877

An hidden outcome of violence: Bulgaria from June 1876 to April 1877

Bernard Lory

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/521>

DOI : [10.4000/balkanologie.521](https://doi.org/10.4000/balkanologie.521)

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Bernard Lory, « Une sortie de violence occultée : la Bulgarie de juin 1876 à avril 1877 », *Balkanologie* [En ligne], Vol. VIII, n° 1 | 2004, mis en ligne le 21 janvier 2010, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/521> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.521>

UNE SORTIE DE VIOLENCE OCCULTEE : LA BULGARIE DE JUIN 1876 A AVRIL 1877

Bernard Lory*

...eu égard à la clémence dont font d'ordinaire
preuve les Turcs après une tuerie...

Brian Unsworth¹

Derrière la formulation contemporaine de *sortie de violence*, on retrouve la volonté de cerner les mécanismes et de promouvoir l'application d'un processus maintes fois observé dans l'histoire. Ce processus peut être désigné comme *pacification, rétablissement de l'ordre, normalisation, mise au pas*, etc. Au-delà de problèmes de terminologie, la réflexion contemporaine invite l'historien à rechercher dans le passé des exemples qui illustrent ce type de processus. Si les Balkans, au cours des XIX^e et XX^e siècles offrent une riche palette de phénomènes violents (ce qui n'a pas manqué d'exercer une fascination quelque peu morbide sur les observateurs étrangers), ils proposent tout autant d'exemples de *sorties de violence* : il est vrai que ces aspects là ont été beaucoup moins étudiés.

Pour nourrir la réflexion de nos contemporains, désespérés par les résultats d'une décennie de gâchis en ex-Yougoslavie, nous nous proposons ici d'examiner un processus de sortie de violence qui est resté largement occulté dans le récit historique. L'événement étant bref et bien documenté, il permet de faire ressortir ses principales articulations avec beaucoup de netteté.

Il s'agit d'un des épisodes les plus célébrés de l'histoire bulgare, l'Insurrection d'Avril (*Aprilskoto Văstanie*) qui se déroula du 20 avril au 20 mai 1876 selon le calendrier julien, d'où son nom (du 2 mai au 2 juin selon le calendrier grégorien). Son extension géographique resta assez limitée : à côté d'un gros foyer dans la Sredna Gora² (Panagjurište, Koprivštica, Klisura), elle

* Maître de Conférences, INALCO.

¹ Unsworth (Brian), *L'île de Pascal*, Paris, 1988, p. 239.

² D'où l'appellation de *Srednogorsko văstanie* utilisée par les premiers historiens.

concerna le versant septentrional des Rhodopes (Peruštica, Bracigovo, Batak) et certains secteurs de la Stara Planina (Drjanovo). Quoique bref et circonscrit, cet événement historique occupe une place considérable dans la narration nationale bulgare.

LE DÉPLOIEMENT DE LA VIOLENCE

La violence insurrectionnelle qui se déploie en 1876 ne peut se comprendre qu'en contraste avec le fond de violence quotidienne exercée dans les provinces bulgares de l'Empire ottoman, à laquelle elle prétend s'opposer légitimement. Pour l'historien, cette violence au quotidien soulève de multiples questions, auxquelles nous ne tenterons pas de répondre ici. Nous nous contenterons de souligner qu'il est hasardeux de s'appuyer exclusivement sur les sources bulgares de l'époque. Le discours tenu par les idéologues du Réveil national bulgare (*Vъзраждане*), en particulier dans la presse de l'émigration, est violemment militant et vise à retirer toute légitimité au pouvoir ottoman. Il procède d'une logique de propagande, non d'information objective. Les auteurs de nombre de ces articles enflammés étant rentrés dans le panthéon littéraire bulgare, leurs prises de position partisans sont reproduites dans les manuels scolaires sans la moindre approche critique.

La violence au quotidien dans les Balkans ottomans du XIX^e siècle est une violence hiérarchisée en fonction des communautés : elle s'exerce avec un grand degré d'impunité des musulmans sur les chrétiens, mais aussi des chrétiens sur les Tsiganes. En certaines circonstances, elle peut être exercée par des chrétiens sur des musulmans³. À partir des années 1860 une violence politique initiée par les chrétiens commence à apparaître : ce sont des bandes armées (*četa*) infiltrées depuis les territoires voisins de Serbie et de Valachie, qui prétendent soulever la population. Cette violence révolutionnaire connaît très tôt des dérives contestables, comme le hold-up contre la poste à Arabakonak (3 octobre 1872) ; elle se retourne contre la communauté qu'elle est censée promouvoir et élimine les « traîtres »⁴, mais aussi contre ses propres activistes (suicide d'Angel Kăncev, 17 mars 1872).

Avec le déclenchement de l'insurrection de 1876, cette violence politique entre dans une phase nouvelle. Ce qui jusque là restait l'apanage des membres du Comité révolutionnaire se transpose à l'ensemble du groupe. L'insurrection

³ Dans ses mémoires, le pope Minčo Kăncev rapporte avec une délectation évidente des histoires de Turcs qui se font rosser dans la forêt par des Bulgares et qui sont forcés de taire leur mésaventure pour ne pas perdre la face. **Kăncev (Minčo)**, *Vidrica*, Sofia, 1985 (2^e éd.).

⁴ Stojan Zaimov rapporte de façon saisissante les débats et l'impact de l'assassinat du diacre Paisiij à Orhanie en août 1872. **Zaimov (Stojan)**, *Minaloto. Očerci i spomeni*, Sofia, 1969, pp. 141-155.

est censée être l'œuvre de la communauté bulgare, prise dans son ensemble, même si, comme nous l'avons souligné, le mouvement insurrectionnel reste limité dans l'espace et le temps. *L'entrée en violence* doit se marquer, de façon symbolique, par l'effusion de sang musulman. Seront tués par surprise des gendarmes ottomans, des Tsiganes musulmans, voire des parlementaires venus négocier.

Aux yeux de la communauté musulmane, cette violence inaugurale dont les chrétiens ont pris l'initiative, apparaît particulièrement odieuse et déloyale. L'idée fantasmatique que les chrétiens s'apprentent à commettre un massacre général des musulmans se répand aussitôt. Elle est l'exacte symétrique du fantasme chrétien sur un massacre imminent préparé par les musulmans. Ces peurs s'alimentent réciproquement et le moindre incident fait l'objet de rumeurs extravagantes⁵.

À la provocation violente des chrétiens, les musulmans réagissent en organisant des milices d'auto-défense, les célèbres *bašibozuks* (*bachi bozouks*). Ce mot exotique fit florès à l'époque⁶, mais il était en fait utilisé à contre-sens, puisque les *bašibozuks* sont des irréguliers, en marge de l'armée ottomane, en temps de guerre. Les *bašibozuks*, tels qu'on les entrevoit au travers des récits bulgares, sont des musulmans de la zone insurrectionnelle et des régions proches. Sur le plan ethno-linguistique ce sont des Turcs rouméliotes, autochtones de longue date, des Tcherkesses et des Tatars, implantés depuis 1863-1864 seulement et considérés comme des éléments étrangers, et des Pomaks, c'est-à-dire des musulmans bulgarophones autochtones. On signale parfois des Albanais, perçus comme allochtones, et des Tsiganes musulmans locaux. Sur le plan social, on note que les chefs de bande sont des notables locaux, propriétaires terriens, parfois investis de fonctions administratives à l'échelle locale⁷. Ils sont ruraux ou citadins⁸. Ils détiennent des armes, car cela fait partie de leur statut social de musulmans, mais ils ne possèdent pas tous de cheval. Après le

⁵ Botjo Ivanov de Karlovo raconte à Zahari Stojanov en prison comment il a été recruté pour l'action révolutionnaire : « Tout d'abord il me dit qu'un millier de *softas* [étudiants en théologie, *talibans*] grouillaient déjà en Bulgarie, qui agitaient la population turque à se préparer pour le printemps, car la *raya* toute entière devait passer sous le fil du couteau, aucun gouvernement d'aucune sorte ne serait en mesure de nous protéger, etc. ». **Stojanov (Zahari)**, *Zapiski po bălgarskite vāstanija*, Sofia, 1974, p. 707. Dans le village de Jantra les chrétiens tuent un gendarme : la rumeur circule bientôt parmi les musulmans qu'il a été découpé à la scie vivant. **Teodorov (Jurdan)**, *Vāspomenanija po vāstanijata v Tārnovskija sandžak*, Sofia, 1990, p. 61.

⁶ Voir par exemple **Woestyne (Ivan De)**, *Voyage au pays des bachi-bouzouks*, Paris, 1876. Ce « reportage » d'un journaliste du *Figaro* frise l'imposture littéraire.

⁷ **Lory (Bernard)**, « Ahmed aga Tāmrāšlijata, the last derebey of the Rhodopes », in Karpat (Kemal H.), ed., *The Turks of Bulgaria : the History, Culture and political Fate of a Minority*, İstanbul : İsis, 1990, pp. 179-201.

⁸ **Stojanov (Zahari)**, *op. cit.* p. 721 rapporte les propos désabusés d'un *bašibozuk* fatigué, barbier de son état à Loveč.

sentiment de menace communautaire, l'attrait du pillage est certainement leur motivation la plus forte. Ils ont plus d'expérience militaire que leurs adversaires chrétiens, mais les conditions de combat sont sensiblement identiques dans les deux camps.

L'armée régulière ottomane intervient rapidement pour réprimer le mouvement insurrectionnel. Elle est commandée par des officiers bien identifiés, dont on connaît les états de service. Elle est équipée d'armes de qualité et dispose en particulier d'artillerie de campagne. Elle agit selon les ordres du pouvoir central, avec lequel elle est en contact par télégraphe.

La crise violente, dans sa brièveté, peut se décomposer en trois phases :

- initiative de la violence provenant des chrétiens ;
- riposte des *bašibozuks* qui encerclent les insurgés ;
- réduction des poches insurgées par l'armée régulière ; les *bašibozuks* se

livrent au pillage dans la région.

Lors de la troisième phase, des massacres se produisent, où non seulement les combattants chrétiens, mais aussi les femmes, enfants et vieillards sont tués. Le massacre resté le plus vivace dans la mémoire collective bulgare est celui de Batak ; il est devenu paradigmatique, non seulement de l'Insurrection d'avril 1876, mais même de cinq siècles de domination ottomane⁹. À côté de massacres importants à Batak, Peruštica, Bracigovo, Klisura, etc., de nombreux homicides sporadiques et autres méfaits sont commis dans les campagnes. L'armée régulière est exclusivement responsable du massacre de Bojadžik, village non insurgé qui chercha à se défendre des *bašibozuks*.

La phase de combats ne dure guère plus d'une quinzaine de jours. Elle se poursuit par des accrochages d'arrière-garde et la traque des derniers insurgés dans la montagne. Tout à la fin du mois de mai, la *četa* de Hristo Botev débarquée de Roumanie prolonge encore, en un dernier baroud d'honneur, l'insurrection déjà écrasée. Avec la mort héroïsée de Botev, le 2 juin 1876, s'achève le récit de l'Insurrection d'Avril. En à peine un mois elle coûta, dit-on, 30 000 vies à la population bulgare ; ce fut également la dernière fois qu'il fut question de réduction en esclavage dans les Balkans¹⁰.

⁹ Voir Lory (Bernard), « Razsāzdenija vārhu istoričeskija mit "Pet veka ni klaha" », *Istoričesko bādešte*, (1), 1997, et la réponse de Vera Mutafčieva dans le numéro suivant.

¹⁰ S'étant révoltés, les Bulgares avaient rompu le pacte de protection (*dhimma*) et, selon les conceptions traditionnelles, pouvaient être réduits en esclavage. Toutefois la législation ottomane mise en place depuis les Tanzimat s'y opposait et les esclaves furent rendu(e)s à la liberté.

LA SORTIE DE VIOLENCE

Ce rapide survol n'entend que donner la toile de fond devant laquelle se déploie le processus que nous cherchons à cerner. Comment les autorités ottomanes s'y sont-elles prises pour rétablir des modalités de cohabitation pacifiques entre musulmans et chrétiens en Bulgarie après l'explosion de violence du printemps de 1876 ?

Pour commencer, il y a des arrestations en grand nombre. Des insurgés ont été capturés les armes à la main lors de la réduction des poches qu'ils tenaient. Mais sont arrêtés aussi tous ceux qui semblent suspects aux yeux des musulmans. En premier lieu les popes : en tant que responsables communautaires, ils sont soupçonnés d'avoir pris la tête du mouvement insurrectionnel, ou, à tout le moins, de ne pas avoir usé de leur autorité pour l'enrayer. Pour des raisons analogues, les notables citadins ou villageois (*čorbadžii*) qui servent d'interphase entre les autorités ottomanes et leurs concitoyens sont suspectés ; leur arrestation permettra de les rançonner copieusement. Enfin les instituteurs, en tant que vecteurs principaux du changement social et idéologique, concentrent déjà depuis des années sur eux tous les soupçons du pouvoir local et d'une population musulmane sur la défensive¹¹.

Les prisons des villes de Bulgarie se retrouvent bientôt pleines à craquer. Les conditions d'hébergement, d'hygiène et même de survie y sont épouvantables. Sans nourriture apportée de l'extérieur par sa famille ou par la communauté chrétienne, le détenu se trouve réduit à une misère affreuse¹². Plus que les actes de brutalité en eux-mêmes, tabassage et plus rarement torture, ce sont les conditions d'internement en elles-mêmes qui constituent une terrible épreuve.

L'aspect qui retiendra le plus notre attention ici, c'est la constitution de tribunaux d'exception chargés de statuer sur le sort des détenus. Nous disposons à ce sujet d'un témoignage d'une qualité exceptionnelle, qui nous permet de cerner la diversité des enjeux liés au rétablissement de relations harmonieuses entre chrétiens et musulmans. Il s'agit des souvenirs de Jurdan Teodorov, intitulés *Mémoires sur les insurrections dans le sandžak de Tărnovo en l'année 1876 et sur le jugement des insurgés bulgares de Tărnovo*. Né en 1841 dans une famille fortunée d'Elena, Jurdan Teodorov fit ses études secondaires

¹¹ « *Okumuşlardan kıyamet kopacak* », les intellectuels feront éclater le chaos, opinion de certains *čorbadžii* (chrétiens) de Gabrovo, citée par **Teodorov (Jurdan)**, *op.cit.*, p. 118.

¹² C'est le cas de Zahari Stojanov dont la ligne de défense consiste à se faire passer pour un pauvre bougre arrêté par erreur. Ses mémoires proposent une image de la prison ottomane, vue d'en bas, saisissante par son mélange de brutalité et de respect de l'humanité en tout individu dont font preuve gardiens et détenus.

au Robert College d'Istanbul, où il reçut la meilleure éducation possible dans le cadre de l'Empire ottoman : il y apprit en particulier l'anglais, le français et le turc écrit. Fort de ce bagage intellectuel, il rentra dans sa petite ville natale, où il s'initia au monde des affaires et joua son rôle social de jeune *čorbadžija* éclairé. Ses connaissances du turc écrit, rares chez un chrétien, le firent nommer au tribunal régional de Tărnovo, peu avant l'éclatement de l'insurrection. Il se retrouva presque automatiquement désigné pour siéger au tribunal spécial chargé de juger les insurgés. Vingt ans plus tard, ayant été battu aux élections municipales d'Elena dans des conditions douteuses (le régime de Stambolov ne s'embarrassait guère de légalité) il protesta et suscita contre lui une campagne de presse, où il fut accusé d'avoir condamné à mort des patriotes bulgares dans un tribunal turc. Il rédigea alors ses mémoires, à titre de défense, et les publia en 1897.

Ce texte relativement bref (environ 140 pages) a été réédité en 1990, mais reste assez peu utilisé par les historiens. Il est pourtant d'un intérêt considérable pour notre propos, car Jurdan Teodorov, de par sa position de membre chrétien du tribunal fut un observateur lucide et nuancé du processus de sortie de violence mis en œuvre par le pouvoir ottoman en Bulgarie. Il appartient au « camp bulgare » et se sent forcément solidaire des insurgés arrêtés, même si, de par son origine sociale (les *čorbadžii* d'Elena), il est foncièrement hostile à l'action révolutionnaire. Il fera donc tout son possible pour éviter les condamnations à mort et atténuer les peines prononcées. Mais sa position de chrétien au sein du tribunal est délicate. Elle est compliquée par les délateurs chrétiens qui accusent et calomnient parfois gratuitement leurs co-religionnaires. Il ne tarde pas à comprendre que le « camp turc » est également divisé. Une contradiction majeure apparaît très tôt entre les membres musulmans du tribunal : d'une part les locaux, ancrés dans la réalité de la province « grands fanatiques, féroces et mauvais, persécuteurs des Bulgares »¹³ réclament les peines les plus lourdes, et en particulier des peines capitales, afin de donner satisfaction à la population musulmane qui a senti vaciller son hégémonie et d'inspirer une saine terreur à la *raya* chrétienne. D'autre part le commissaire impérial Ali Şefik bey, arrivé à Tărnovo le 20 mai 1876, alors que les campagnes sont encore agitées, a reçu des instructions de clémence à Istanbul ; il est chargé d'appliquer la loi, telle que les réformes des Tanzimat l'ont redéfinie et il est flanqué de quelques juristes compétents, extérieurs à la région de l'insurrection. Le tribunal spécial comprend 7 membres musulmans locaux (2 militaires, 2 fonctionnaires, 2 religieux et un notable) et 7 membres chrétiens issus de l'élite locale. Le commissaire Ali Şefik bey le préside et dispose de 2 voix.

Le passage suivant montre de façon assez caractéristique comment la

¹³ Teodorov (Jurdan), *op.cit.*, p. 84.

confrontation entre chrétiens et musulmans est loin d'être aussi monolithique et frontale qu'on ne pourrait le croire. On y assiste à une première passe d'arme entre les représentants des deux camps et chacun teste ses arguments sur son interlocuteur. La scène rapporte le dialogue entre Jurdan Teodorov et le *mutessarif* (préfet) de Târnovo.

Après quoi le pacha se mit à me raconter, très fâché et sur un ton mordant, que les Bulgares vivaient beaucoup mieux que les Turcs et qu'ils ne savaient pas apprécier leur propres situation.

- Regardez, disait le pacha, les maisons bulgares, les boutiques, les champs, les vignes, etc. et comparez-les avec les turcs et voyez lesquels sont les meilleurs et les plus riches. Pourquoi vos Bulgares sont-ils ingrats et que veulent-ils de plus ? Ils se sont révoltés et ont commis les pires atrocités contre les Turcs qui sont tombés entre leurs mains. Quels sont les motifs de l'insurrection et pourquoi se sont-ils soulevés ? - m'interrogea-t-il.

Je lui répondis que la cause de l'insurrections, c'étaient les Tcherkesses. Avant leur implantation ici, lui dis-je, Turcs et Bulgares vivaient fraternellement et de tels troubles ne se produisaient pas. Mais depuis qu'ils étaient venus, ils avaient détruit notre tranquillité. Ils s'étaient mis à voler les chevaux et les bœufs, ils avaient vu qu'on ne les punissait pas, ils s'étaient mis à dévaliser les maisons et les voyageurs. À nouveau ils avaient constaté qu'on ne les punissait pas, Enfin ils s'étaient complètement débridés, ils avaient bloqué les routes, ils s'étaient mis à dévaliser les commerçants et à tuer les gens. Cette situation devint naturellement insupportable aux Bulgares et les poussa à se soulever. C'est ainsi que les Tcherkesses devinrent la cause de l'insurrection, eux en fait, et même le gouvernement, qui n'a pas pris en temps voulu des mesures pour les punir et les mettre au pas.

Pendant ce temps-là un vieux Turc, le planton qui servait le café et qui se tenait debout dans le dos du *mutessarif* efendi, me faisait des clins d'yeux et des signes avec son doigt de me taire.

- Mauvais, les Tcherkesses ? Ils sont bien meilleurs que vos Bulgares ! Ils n'ont pas fait de révoltes pareilles ni d'atrocités comme les Bulgares. Savez-vous, poursuivit-il, que dans la région de Gabrovo les insurgés bulgares ont découpé en morceaux à la scie un gendarme qui venait collecter l'impôt ? D'ailleurs les Bulgares ont vécu cinq cents ans sous notre administration et n'ont toujours pas réussi à s'éduquer et à devenir des hommes, alors qu'est-ce que vous pouvez attendre des Tcherkesses, qui sont arrivés hier à peine ?

J'objectai.

- Excusez-moi pacha efendi, lui dis-je, les Bulgares se sont laissés entraîner à une insurrection que les circonstances les ont peut-être poussés à commettre. Mais en temps normal les Bulgares sont un peuple laborieux, économe et totalement dédié à son travail, alors que les Tcherkesses sont des brigands professionnels et ne font rien d'autre. Ce sont eux, je le répète, qui ont détruit la tranquillité.

Le pacha s'assombrit encore davantage et se mit en rage. Je m'inclinai solennellement devant lui (en guise d'adieu) et m'empressai de sortir, car j'avais compris que mes propos l'indignaient particulièrement.

Derrière moi sortit le Turc qui me faisait signe de me taire.

- Eh bien, tu en as fait du joli, me dit-il.

- Eh quoi, lui répondis-je, j'ai dit une vérité au pacha : ce sont les Tcherkesses la cause de l'insurrection.

- Tu ne pouvais pas te taire ? me dit-il, ne sais-tu pas que la mère du pacha est tcherkesse et lui aussi en est et c'est pour ça qu'il a tant de sympathie pour les Tcherkesses ? Tu l'as beaucoup blessé et tu n'as pas bien fait.¹⁴

Dans cet échange transparait le thème du *komsuluk*, du bon voisinage intercommunautaire traditionnel et celui de l'irruption d'un élément perturbateur, les Tcherkesses. À ces arguments chrétiens s'oppose l'indignation des musulmans devant la rupture du pacte de cohabitation, mêlée d'une certaine dose de jalousie économique et de mépris social. Deux temporalités distinctes s'opposent, l'insurrection et les « temps normaux ». Le dialogue est intéressant, car il montre que des impondérables, d'ordre strictement personnel, ici une ascendance ethnique, peuvent jouer un rôle important ; le planton serveur de café, joue un rôle d'intermédiaire informel entre les camps antagonistes de façon très subtile.

Un autre passage illustrera l'attitude des chrétiens envers le tribunal spécial.

Le commerçant hadži Dimităr de Drjanovo était emprisonné à Tărnovo sur ordre du vali pacha de Rusçuk (le gouverneur général). À cette époque il était fournisseur des armées et c'est en tant que tel qu'il était accusé d'avoir soi-disant empoisonné les soldats en mettant du poison dans le pain. Aussi resta-t-il arrêté pendant un mois, sans être coupable de rien. Il avait été calomnié par un instituteur, dont il connaît le nom. Un jour son père, djado hadži Gančo se rendit à la métropole à Tărnovo et fit savoir qu'il voulait me rencontrer. Je m'y rendis et trouvai le vieil homme qui pleurait, assis avec l'archimandrite Stefan. Il craignait apparemment qu'on ne pendît son fils hadži Dimităr. À sa ceinture blanche pendait une bourse qui devait contenir 200-250 livres turques.

Il me pria de prendre cet argent et de le remettre à des Turcs puissants et influents, de la décision de qui dépendait l'élargissement ou la mort de son fils. Je m'indignai intérieurement de cette exploitation, à laquelle se soumettaient nos Bulgares plus fortunés et je lui dis :

- Ne donne pas ton argent, ton fils sera relâché de prison parce qu'il est innocent.

Il me supplia à nouveau en pleurant de prendre l'argent et de le remettre à bon escient, pour faire libérer au plus vite le prisonnier, parce qu'il en crevait de chagrin.

¹⁴ *Ibidem*, pp. 80-81.

Alors je lui répondis :

- Ce n'est pas pour ton argent ; bien sûr tu es prêt à te saigner aux quatre veines. Mais je n'ai jamais pris, ni distribué de rušvet [pot de vin] et je refuse d'accomplir des actes aussi dégradants, parce qu'ils sapent mon prestige et ma dignité en tant qu'homme. Ne donne pas ton argent, pour que les Turcs ne prennent pas l'habitude d'écorcher les Bulgares pour un oui ou pour un non. Ton fils est un de mes amis personnels et je ferai tous mes efforts pour obtenir sa grâce bientôt. Sois tranquille.

Après quoi je sortis et le laissai. A-t-il distribué son argent aux Turcs par un autre intermédiaire ou non, je n'en sais rien ; il le sait lui-même, et son fils hadži Dimităr, qui est encore vivant à Drjanovo.

Peu après, j'allai voir le mutessarif pacha pour intervenir dans cette affaire et je lui dis :

- Nous savons tous que hadži Dimităr est un commerçant honorable et qu'il n'est mêlé à aucune affaire d'insurrection et que c'est en toute innocence qu'il est emprisonné depuis si longtemps. S'il a besoin de garants, on en trouvera tant qu'on voudra. Les premiers notables turcs et bulgares peuvent se porter garants pour lui. Faites un geste de bonté et libérez-le.

Il me répondit : - Je ne puis le faire, car c'est sur l'ordre du vali pacha qu'il est arrêté.

Mon intervention ne déboucha donc sur rien. Le lendemain, j'argumentai pareillement devant Zühti bey (le fils aîné du président du tribunal). Il me dit :

- J'ai appris que hadži Dimităr est un homme fortuné...

- Eh donc, quelle richesse, pour un commerçant bulgare ? lui répondis-je, il se débrouille pour gagner sa vie.

Le lendemain, en séance plénière de la commission, Ali Şefik bey proposa que nous le libérions, car aucune faute n'avait été prouvée contre lui.

Les Turcs objectèrent : - C'est impossible, car il est arrêté sur ordre du vali pacha, et ce n'est que sur son ordre qu'il peut être libéré.

Après quoi le bey nous interrogea à notre tour, nous les Bulgares, Nous répondîmes : - Qu'on le libère.

Alors le président se tourna de façon démonstrative vers les Turcs et leur dit :

- À présent je le libère, car j'ai reçu l'ordre de haute instance de ne pas garder en prison des gens dont la culpabilité n'est pas prouvée.

Il nous montra alors un télégramme d'Istanbul qui donnait des instructions pour agir dans ce sens. Et hadži Dimităr fut immédiatement remis en liberté.

Voyant que de nombreux insurgés allaient être libérés en bloc, nos collègues de la commission, les Turcs, s'exaspéraient dans leur cœur et décidèrent de nous tromper d'une manière déloyale et malhonnête, afin de déjouer la clémence impériale et simultanément de compromettre le président pour obséquiosité et corruption.¹⁵

¹⁵ *Ibidem*, pp. 96-98.

On pourrait multiplier les citations, tant les situations présentées par J. Teodorov nous éclairent sur les subtiles relations de pouvoir et d'influence entre musulmans et chrétiens, dans cette phase de renégociations des rapports de forces intercommunautaires. Les modalités traditionnelles (la corruption) cohabitent avec la légalité moderne de façon très ambiguë, car si Ali Şefik bey incarne cette dernière, son fils Zühti est clairement concussionnaire.

Les tensions à l'intérieur du « camp turc » sont particulièrement vives et opposent les musulmans locaux aux juristes envoyés de la capitale. Pour conterrer l'action d'Ali Şefik bey les notables provinciaux tenteront de s'appuyer sur l'autorité militaire, incarnée par Fazlı pacha, qui a laissé bon nombre de « bavures » se commettre lors de la répression de l'insurrection. Mais les Bulgares refusent de s'associer à leur démarche ce qui en affaiblit la portée. Ils tenteront ensuite de discréditer Ali Şefik bey auprès du grand-vizirat en envoyant des télégrammes de protestation. La partie est serrée et Ali Şefik bey y joue peut-être sa carrière ; l'appui des membres chrétiens du tribunal spécial lui devient alors particulièrement précieux. La coalition entre « Stambouliotes » et Bulgares loyalistes est le principal moteur d'une politique de clémence et d'apaisement (libération de détenus, amélioration des conditions d'emprisonnement, limitation du nombre d'exécutions capitales). Les obstacles restent pourtant nombreux et les intrigues se multiplient ; des pirouettes de procédure et même de purs hasards permettront de sauver des vies.

Si les souvenirs de Jurdan Teodorov nous permettent d'accéder de façon très vivante à la petite cuisine locale d'un centre provincial, l'historien ne doit pas négliger non plus les facteurs internationaux qui ont contribué à faciliter la sortie de violence en Bulgarie en 1876.

Tout d'abord les massacres des Rhodopes se sont produits dans un secteur relativement proche de la ligne de chemin de fer reliant Istanbul à Belovo (inaugurée en 1873). Des journalistes et des diplomates occidentaux ont pu se rendre sur place ; leurs rapports sont accablants et le pouvoir ottoman n'est pas en mesure de nier, ni même de minimiser les horreurs qui ont été commises. L'opinion internationale s'indigne, pour des raisons que nous qualifierions aujourd'hui d'humanitaires, mais aussi en fonction d'enjeux politiques conjoncturels (attitude de Gladstone, alors dans l'opposition). D'autre part le sultan Abdul Aziz est détrôné le 29 mai 1876 et meurt bientôt dans des circonstances troublantes. Son successeur Murad V semble plutôt enclin à mener une politique de réformes. L'avènement du nouveau souverain est l'occasion d'une amnistie. Enfin la Serbie déclare la guerre à l'Empire ottoman le 30 juin 1876 et ce nouveau théâtre d'opération fournit aux *başıbozuks*, en marge de l'armée ottomane l'opportunité de poursuivre leurs pillages dans une région voisine.

Qu'elle ait été inspirée par des considérations de politique intérieure ou extérieure, la clémence dont fait preuve l'Empire ottoman envers les insurgés

bulgares ne manque pas de surprendre. On est particulièrement frappé par le faible nombre de condamnations à mort. Le tribunal spécial de Târnovo n'en prononce guère qu'une dizaine en tout. Le témoignage de Jurdan Teodorov est confirmé par une étude de sociologie historique lourdement quantitative, comme on aimait en réaliser en Bulgarie à la fin des années 1980. Elle ne concerne pas l'ensemble de l'insurrection de 1876, mais seulement le Quatrième Secteur révolutionnaire, c'est à dire la région centrée sur Plovdiv et Panagjurište, où l'activité insurrectionnelle fut particulièrement intense. L'auteur y établit des fiches individuelles pour 2 351 insurgés. Sur ce total, il établit que 460 d'entre eux ont été tués au combat et 930 capturés par les forces de l'ordre. Parmi ces derniers 81 seront condamnés à mort par la justice ottomane (8,7 %) et 180 à des peines de relégation (19,4 %) ; 278 prisonniers condamnés seront graciés à l'occasion de l'accession au trône du nouveau sultan¹⁶.

On peut ajouter que le cours des événements historiques dans ces années agitées (guerre russo-turque, traité de San Stefano, traité de Berlin) sera tel que les Bulgares envoyés en relégation dans les forteresses d'Asie mineure à la fin de l'été 1876 en seront libérés deux ans plus tard¹⁷. En fin de compte, quand on considère les peines extraordinairement lourdes (et « incompressibles ») qui sont infligées de nos jours pour atteinte à la sûreté de l'État ou terrorisme dans des États que l'on considère comme des démocraties, on ne peut que relever la mansuétude de l'Empire ottoman dans ce domaine.

Cette clémence de l'appareil judiciaire contraste singulièrement avec la sauvagerie des massacres commis quelques semaines auparavant. Force est de constater que le dénominateur commun « les Turcs » auquel recourent trop d'ouvrages historiques est impuissant à rendre compte d'une réalité complexe. Entre les *başıbozüks* et les fonctionnaires de la justice ottomane, le hiatus semble infranchissable. Or les souvenirs de Jurdan Teodorov sont là pour nous montrer qu'au contraire des interactions constantes, souvent en coulisses, finissent par créer un consensus. C'est la vision legaliste, appuyée depuis Istanbul qui est imposée en juin-juillet 1876. Ce que nous ne savons pas de façon documentée, c'est si les massacres (commis de façon spontanée par la population musulmane locale) ne rentrent pas eux aussi dans une pédagogie intercommunautaire qu'endosseraient, *post factum*, les autorités. En d'autres termes, les Bulgares qui se sont soulevés contre l'hégémonie musulmane dans leur vie quotidienne et contre le pouvoir impérial, ne sont-ils pas suffisamment punis sur le plan collectif par les massacres, pour que la justice otto-

¹⁶ Jonkov (Hristo), *Čislen, socialen, i klasov sâstav na revolvucionerite v Aprilskoto vâstanie 1876*, Sofia, 1993.

¹⁷ Nikola Obretenov fut ainsi exilé à Saint-Jean-d'Acre de juillet 1876 à avril 1878. Cf. Obretenov (Nikola), *Dnevnic i spomeni 1876-1939*, Sofia, 1988.

mane, qui prend en compte les responsabilités individuelles et non pas communautaires, puisse se montrer clément, une fois la crise passée ? Deux régimes judiciaires cohabitent ainsi, l'un traditionnel et collectif, l'autre moderne, d'inspiration occidentale et individualiste. Les responsables musulmans des massacres de 1876 ne sont pas inquiétés¹⁸. Il nous semble, sans pouvoir l'affirmer de façon péremptoire, que les deux régimes judiciaires entretiennent des rapports étroits et que les juges stambouliotes ont pris en compte les massacres ; ceux-ci joueraient un rôle cathartique et permettraient de remettre les comptes à plat entre les deux communautés. Il est en revanche clair que la population musulmane provinciale reste profondément mécontente de cet ajustement ; elle perçoit nettement que dans le rapport de force nouveau établi après la crise, elle n'a pas récupéré dans son intégralité la position dominante qu'elle détenait (ou s'imaginait détenir)¹⁹. L'autorité suprême, celle du Sultan, permet de trancher irrévocablement ces conflits.

UN PROCESSUS HISTORIQUE ÉLUDÉ DANS LA NARRATION OFFICIELLE

La présentation des événements de 1876 dans le *mainstream* de l'historiographie bulgare suit à peu près le schéma suivant. Après avoir consolidé l'identité nationale par un mouvement scolaire et ecclésiastique vigoureux, le mouvement national bulgare s'engage dans une phase de contestation politique et remet en cause la légitimité du pouvoir ottoman. L'activité révolutionnaire aboutit à l'Insurrection d'Avril qui en marque l'apogée. L'écrasement de l'insurrection et les massacres attirent l'attention internationale sur la cause bulgare. Des intellectuels de renom prennent fait et cause pour les Bulgares (Gladstone, Hugo, Dostoïevski, etc.). La pression internationale contraint le pouvoir ottoman à promouvoir des réformes, mais celles-ci sont de pure façade. La Russie se décide alors à intervenir militairement. Au sortir de la guerre, la Bulgarie renaît politiquement.

Cette présentation permet d'établir un lien de cause à effet entre l'action révolutionnaire et l'obtention de l'autonomie politique. Il y a malgré tout

¹⁸ Ils seront pourtant rattrapés par l'histoire peu après (procès de Hadži Šabanat à Plovdiv en 1879) dans le cadre d'une autre sortie de violence, celle qui clôt la guerre russo-turque de 1877-1878.

¹⁹ « Il est à noter que nos féroces collègues turcs insistaient systématiquement pour que les insurgés bulgares soient punis de mort. C'était, disaient-ils, le moyen le plus sûr pour calmer les révolutionnaires et servait comme meilleur exemple au peuple, pour qu'il ne fasse plus de révoltes. Si on les enferme, disaient-ils, personne ne les voit et de plus les détenus causent de la dépense à l'État. Et en plus on n'est pas sûr qu'ils purgeront leur peine. On peut changer de sultan, ou bien que lui naisse un fils et qu'il accorde l'amnistie. C'est pourquoi selon eux le moyen le plus sûr était la potence. Les autres peines prévues par le code pénal ottoman leur semblaient trop faibles et ne satisfaisaient nullement leur nature sanguinaire. »

Teodorov (Jurdan), *op.cit.*, p. 94, en note.

quelques maillons faibles dans cette chaîne causale, en particulier entre l'Insurrection d'Avril et la déclaration de guerre russe. Le récit historique bulgare saute assez rapidement du mois de juin 1876 au mois d'avril 1877. Cette lacune est comblée par des considérations d'histoire diplomatique (campagne d'opinion internationale, conférence des ambassadeurs de Constantinople, promulgation de la constitution ottomane)

Cette narration historique pêche par omission. En centrant le récit exclusivement sur les aspects bulgares de la crise, elle en minimise toute la dimension balkanique. Celle-ci n'est jamais niée, mais reléguée dans l'arrière-plan : l'insurrection de Bosnie et d'Herzégovine de 1875-1878 est généralement signalée, mais on n'en évalue pas l'ampleur (et pour cause, l'insurrection bulgare pâlerait sous la comparaison). C'est surtout la guerre serbo-turque de 1876 qui est escamotée. Elle se déroule du 30 juin au 1 novembre et c'est précisément elle qui « meuble » la lacune chronologique du récit bulgare. Elle a eu un impact international assez important, du fait de la présence de nombreux correspondants de guerre du côté serbe et surtout de la participation d'une figure célèbre, le général russe Černjajev, le conquérant de Tachkent. Cette guerre qui dura quatre mois (avec des cessez-le-feu) et qui fut suivie avec attention, contribua beaucoup plus à chauffer l'opinion publique en Russie que les événements de Bulgarie. Notre propos n'est pas de dénigrer ou de minimiser l'importance de ces derniers, mais de montrer que d'autres événements balkaniques ont amplifié leur impact international. On peut d'ailleurs signaler que des Bulgares ont participé à la guerre du côté serbe, ce qui montre bien que pour les contemporains, cette opération menée contre l'Empire ottoman ne pouvait que promouvoir leur cause nationale. La décision d'entrer en guerre de la Russie ne se comprend bien que si l'on considère le contexte général d'une crise balkanique ouverte depuis 1875. Une vision quelque peu sentimentale voudrait que les Russes aient une affection toute particulière pour les Bulgares ; cette veine a été surabondamment exploitée par le discours de propagande du régime communiste ; la Serbie titiste ne pouvait évidemment pas prétendre à ce « traitement de faveur » !

Cette narration *mainstream* en Bulgarie laisse dans l'ombre la période qui sépare la mort de Botev (2 juin 1876) de la déclaration de guerre russe (24 avril 1877). Que s'est-il passé en Bulgarie durant ces dix mois ? L'ordre et la paix intérieure ont bel et bien été rétablis dans les provinces insurgées. Les relations intercommunautaires ont repris leur cours normal, après un ébranlement profond : les Bulgares, que l'opinion publique musulmane considérait jusque là comme une population paisible et loyale, sont désormais considérés avec suspicion²⁰. Après la crise, ils doivent adopter un profil bas, c'est la condition

²⁰ On pense au revirement analogue qui se produira vingt ans plus tard à propos des Arméniens.

pour le retour à des modalités de cohabitation intercommunautaires apaisées. Personne n'envisage alors que la cohabitation pluriséculaire prenne fin. L'intervention militaire russe est une hypothèse qui ne prend corps qu'au début de 1877 (et dont le succès final n'est pas garanti, comme l'a montré la guerre de Crimée).

Ce retour à l'ordre traditionnel sera toutefois de courte durée. Les événements vont en effet se précipiter. La guerre russo-turque réveillera les espoirs des chrétiens. Elle connaîtra des revirements militaires qui provoqueront tout à tour enthousiasme et accablement. Au 3 mars 1878, avec le traité de San Stefano, la phase violente de la crise touche à sa fin. Les règles de cohabitation intercommunautaire sont alors brusquement redéfinies sur des bases nouvelles. Le changement est si spectaculaire qu'il rejette dans un passé révolu toutes les péripéties précédentes.

Devenue autonome²¹, la Bulgarie élabore le grand récit patriotique de sa propre libération. Il est hors de question de nier le rôle décisif joué par les armées russes. Mais on pourra insister sur la participation des volontaires bulgares dans ses rangs (*opālčenci*) et sur leur bravoure lors de la bataille de Šipka. L'activité du comité révolutionnaire (qui par la force des choses n'avait concerné qu'une minorité de patriotes conscients) est popularisée par des ouvrages de souvenirs ou de fiction littéraire qui contribuent à la mise en forme du récit national. L'Insurrection d'Avril y occupe une place de choix, avec deux volets symétriques : la ferveur patriotique de sa préparation et la barbarie de sa répression. Les massacres de 1876, et tout particulièrement celui de Batak, deviennent une pièce maîtresse de ce dispositif. Les responsables désignés sont, dans un premier temps, les *bašibozuks*, dont la sauvagerie est présentée comme emblématique du régime ottoman. Plus tard, et en particulier dans la Bulgarie socialiste, on rejettera la responsabilité des massacres sur le pouvoir ottoman, incarné par l'armée régulière. Cet aménagement du discours national évite de stigmatiser la population musulmane autochtone, turque et pomaque, que l'on cherche au contraire à intégrer dans la communauté nationale. L'Empire ottoman, présenté comme une machine désincarnée, sert au contraire de repoussoir historique en toutes circonstances.

D'une manière ou d'une autre, il convient que la narration nationale laisse la longue période de domination ottomane sur le point d'orgue sinistre et dramatique des massacres de 1876, pour entamer le récit optimiste et neuf de l'édification de la Bulgarie moderne avec l'arrivée des troupes russes sur son territoire.

L'intervalle de dix mois qui sépare ces deux événements est, comme nous l'avons signalé, camouflé par des considérations de politique internationale. Le

²¹ La Bulgarie n'accède à l'indépendance formelle qu'en 1908.

fait que l'Empire ottoman ait parfaitement su gérer la crise et procéder rapidement à un retour au calme en Bulgarie viendrait perturber le contraste historique éloquent que l'on souhaite présenter.

LA SORTIE DE VIOLENCE

En conclusion, nous voudrions rappeler que notre propos n'est pas de démystifier ou de déshéroïser l'histoire bulgare. Il est plutôt d'éclairer un processus, qui, pour les raisons que nous avons montrées, est resté dans l'ombre, mais que la lecture attentive des sources bulgares permet de reconstituer. L'Empire ottoman, cet « homme malade », a fait preuve d'une capacité de survie surprenante. C'est qu'il disposait aussi de mécanismes d'auto-régulation, lui permettant de surmonter de graves crises tout au long du XIX^e siècle. Ces mécanismes d'ajustements inter-communautaires méritent d'être étudiés en détail. Ils avaient probablement des vertus qui sont passées inaperçues des historiens, mais aussi des diplomates de l'époque. L'idée que seules des réformes imposées de l'extérieur par les Grandes Puissances pouvaient permettre une cohabitation tant soit peu harmonieuse entre les différentes composantes confessionnelles et ethno-linguistiques de la population de ce vaste empire est fortement empreinte dans toute l'historiographie balkanique et occidentale. Cette attitude se retrouve, *mutatis mutandis*, de nos jours encore, où les Balkans servent de terrain d'expérimentation à différents théoriciens des conflits. Les sociétés balkaniques ont-elles vraiment besoin de cette aide extérieure ? Ne disposent-elles pas de ressources propres pour le règlement des conflits ? La sortie de violence occultée de 1876 nous semble porteuse d'enseignements sur ce sujet délicat.